

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)
FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Acheteur :

Département de la Somme
Hôtel des Feuillants
53 rue de la République
CS 32615
800026 Amiens Cedex1

Objet du système d'acquisition dynamique :

**Fourniture et livraison de véhicules, engins et matériels
divers neufs pour le Département de la Somme**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Mise en place de la technique d'achat du système d'acquisition dynamique en application des articles L.2125-1 et R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique (CCP) respectant les règles de l'appel d'offres restreint en application des articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11 et R.2361-2 à R.2361-7 du CCP, sous réserve des dispositions des articles R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47 et R.2162-49 à R.2162-51 du CCP.

**Date limite de réception des candidatures « initiales » en vue de la passation
du premier marché spécifique :**

Le 2 juillet 2024, au plus tard à 12 h 00 m 00 s

Fin de la période de validité du SAD :

1^{er} juin 2027 à 12h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

- 1- Acheteur
- 2- Objet du système d'acquisition dynamique
 - 2-1- Description de la consultation
 - 2-2- Procédure de passation
 - 2-3- Décomposition du système d'acquisition dynamique
 - 2-4- Montants
 - 2-5- Période de validité du système d'acquisition dynamique
 - 2-6- Déroulement général du système d'acquisition dynamique

CANDIDATURE

- 3- Prendre connaissance du dossier de consultation
 - 3-1- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
 - 3-2- Contenu du dossier de consultation
 - 3-3- Communication et échanges d'informations par voie électronique
- 4- Préparer et déposer sa candidature
 - 4-1- Répondre seul ou à plusieurs
 - 4-2- Conditions de participation
 - 4-3- Langue de rédaction des candidatures
 - 4-4- Justificatifs à produire
 - 4-5- Signature
 - 4-6- Date limite de réception des candidatures
 - 4-7- Conditions de remise des candidatures
 - 4-8- Modification de détail au dossier de consultation
- 5- Analyse et admission des candidatures
 - 5-1- Analyse des candidatures
 - 5-2- Régularisation des candidatures
 - 5-3- Admission des candidats
 - 5-4- Mise à jour de la situation des candidats
 - 5-5- Motifs d'exclusion
- 6- Renseignements complémentaires

ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ SPÉCIFIQUE

- 7- Prendre connaissance du dossier de consultation
 - 7-1- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
 - 7-2- Contenu de l'invitation à soumissionner
 - 7-3- Communication et échanges d'informations par voie électronique
- 8- Élaborer et déposer son offre
 - 8-1- Contenu de l'offre
 - 8-2- Variantes
 - 8-3- Participation et maintien de l'offre
 - 8-4- Langue de rédaction des offres
 - 8-5- Unité monétaire
 - 8-6- Conditions de remise des offres
 - 8-7- Délai de remise des offres
 - 8-8- Signature
- 9- Analyse des offres et attribution du marché spécifique
 - 9-1- Analyse des offres
 - 9-2- Négociation et précisions sur la teneur de l'offre
 - 9-3- Régularisation des offres
 - 9-4- Offres anormalement basses
 - 9-5- Attribution du marché spécifique
- 10- Renseignements complémentaires

PRÉSENTATION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Article 1 – Acheteur

L'acheteur :

Département de la Somme
Hôtel des Feuillants
53 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex1
Téléphone : 0322718361
Site internet : <https://marchespublics596280.fr>

Article 2 – Objet du système d'acquisition dynamique

2-1- Description de la consultation

La consultation porte sur les fournitures suivantes : **Fourniture et livraison de véhicules, engins et matériels divers neufs pour le Département de la Somme.**

Afin de disposer d'une capacité d'achat performante tout au long de l'année en s'adaptant au caractère fluctuant du secteur et afin de sécuriser ses approvisionnements en véhicules, engins et matériels divers neufs, le Département de la Somme a décidé d'avoir recours au système d'acquisition dynamique (SAD), technique d'achat prévue à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique et passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du même code.

Il permettra, pendant sa période de validité, de solliciter les entreprises admises dans le SAD à présenter une offre dans les conditions des articles R.2144-8 à R.2144-9 du code de la commande publique.

Un marché spécifique sera ainsi attribué au soumissionnaire qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuses sur la base des critères d'attribution définis à l'article 9-1 du présent règlement de la consultation.

Selon les dispositions de l'article R.2162-46 du Code de la commande publique, le nombre d'opérateurs économiques pouvant participer au SAD n'est pas limité.

2-2- Procédure de passation

En application de l'article R.2162-38 du Code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique respecte les règles de la procédure d'appel d'offres restreint (articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11 et R.2361-2 à R.2361-7 du Code de la commande publique), sous réserve des dispositions des articles R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47 et R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique.

2-3- Décomposition du système d'acquisition dynamique

En application de l'article R.2162-37 du Code de la commande publique, le présent SAD a été décomposé en 7 catégories distinctes qui sont :

Catégorie 1 : Véhicules légers neufs ;

- Véhicule léger de type citadine,
- Véhicule léger de type berline,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **80**

Durée de livraison maximum estimée : 120 jours calendaires

Catégorie 2 : Véhicules légers utilitaires (VUL ou VLU) neufs ;

- Véhicule léger « dérivé de véhicule particulier »,
- Fourgonnette (type VLU),
- Fourgon,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **40**

Durée de livraison maximum estimée : 240 jours calendaires

Catégorie 3 : Matériels et engins d'entretien des accotements et des dépendances vertes neufs ;

- Porte-outil équipé d'outil de fauchage ou de débroussaillage,
- Tracteur agricole,
- Chargeur pour tracteur agricole ou porte-outil,
- Faucheuse d'accotement,
- Faucheuse-débroussailleuse (épareuse),
- Matériels d'entretien d'espace vert,
- Broyeur de branches,
- Remorque agricole,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **40**

Durée de livraison maximum estimée : 240 jours calendaires

Catégorie 4 : Engins et matériels de travaux publics neufs ;

- Pelle hydraulique sur pneu ou chenille,
- Chargeuse sur pneus,
- Niveleuse,
- Rouleau,
- Chariot télescopique,
- Mini pelles,
- Matériel de compactage,
- Outils et équipements pour matériel de TP,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **20**

Durée de livraison maximum estimée : 360 jours calendaires

Catégorie 5 : Véhicules et remorques ou bennes poids-lourds de 5 à 40 tonnes neufs ;

- Camion plateau de PTAC $\geq 3,5$ tonnes,
- Camion benne de PTAC $\geq 3,5$ tonnes,
- Camion ampliroll,
- Camion type semi-remorque « benne alu »,
- Camion type semi-remorque « porte engins »,
- Tracteur routier
- Remorque de PTAC $\geq 3,5$ tonnes,
- Benne de PTAC $\geq 3,5$ tonnes,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **20**

Durée de livraison maximum estimée : 360 jours calendaires

Catégorie 6 : Engins et matériels de service hivernal neufs ;

- Unité de service hivernal (ensemble : porteur, outils de raclage et outils d'épandage),
- Outils de déneigement,
- Outils d'épandage de fondants routiers,
- Engin d'évacuation de neige,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **30**
Durée de livraison maximum estimée : 240 jours calendaires

Catégorie 7 : Matériels d'espaces verts neufs ;

- Tondeuse autoportée diesel, essence ou électrique,
- Micro tracteur,
- Outils pour micro tracteur,
- Remorque plateau,
- ...

Quantité estimée sur la durée totale du SAD : **40**
Durée de livraison maximum estimée : 120 jours calendaires

Les descriptifs de chaque catégorie sont non-exhaustifs et donnés à titre indicatif. La liste des fournitures, la description précise des véhicules, matériels et engins neufs, les délais de livraison ainsi que les quantités commandées seront précisés dans chaque marché spécifique.

Les opérateurs économiques sont libres de présenter une candidature pour une, plusieurs, ou l'ensemble des catégories du SAD.

2-4- Montants

Conformément à l'article R.2121-8 du Code de la commande publique, le présent système d'acquisition dynamique est d'un **montant estimatif maximum de 45 000 000,00 € H.T pour toute la période de validité du SAD** indiquée à l'article 2-5 du présent règlement de la consultation.

2-5- Période de validité du système d'acquisition dynamique

La période de validité du SAD court à compter de la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence et elle s'achèvera le **1er juin 2027 à 12h00**.

Conformément aux dispositions de l'article R.2162-43 du Code de la commande publique, tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant sa durée de validité.

2-6- Déroulement général du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est organisé en deux phases :

• Première phase : Candidatures

L'acheteur publie un avis d'appel public à la concurrence conformément aux dispositions de l'article R.2162-39 du Code de la commande publique. Les opérateurs économiques peuvent candidater pendant toute la période de validité du SAD en remettant un dossier de candidature complet, conformément à l'article 4-4 du présent règlement de la consultation.

L'acheteur procède ensuite à l'évaluation des candidatures.

A l'issue de l'analyse des candidatures, les candidats qui satisfont aux critères de sélection définis à l'article 5-1 du règlement de la consultation sont admis dans le SAD pour chacune des catégories concernées.

• Seconde phase : Remise des offres – attribution d'un marché spécifique

En application de l'article R.2162-49 du Code de la commande publique et afin d'attribuer un marché spécifique, l'acheteur invite tous les candidats admis dans le SAD à présenter une offre pour la catégorie correspondant au marché spécifique concerné.

Les candidats devront remettre un dossier complet, conformément à l'article 8-1 du présent règlement de la consultation.

Les offres seront analysées sur la base des critères définis à l'article 9-1 du présent règlement et qui seront précisés dans le cadre de chaque marché spécifique.

Article 3 – Prendre connaissance du dossier de consultation

3-1- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R.2162-41 du Code de la commande publique, l'acheteur offre, par voie électronique, et pendant toute la durée de validité du système d'acquisition dynamique, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation, à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Il est vivement conseillé aux candidats de s'enregistrer sur la plateforme de dématérialisation en indiquant une adresse courriel électronique permettant d'établir de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

3-2- Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le formulaire C1,
- le formulaire C2,
- le formulaire DC4.

3-3- Communication et échanges d'informations par voie électronique

En application de l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, les communications et échanges s'effectueront, pour toute la période de validité du SAD, par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>.

Article 4 – Préparer et déposer sa candidature

4-1- Répondre seul ou à plusieurs

4-1-1- Candidater seul

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel.

4-1-2- Candidater en groupement d'entreprises

Les candidats peuvent également se présenter sous la forme d'un groupement. Aucune forme de groupement n'est imposée.

En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En application de l'article R.2142-4 du Code de la commande publique, un candidat ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, un membre d'un groupement, autre que le mandataire, est autorisé à figurer dans plusieurs groupements.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, un candidat ne peut se présenter en qualité de candidat individuel et en tant que membre d'un ou plusieurs groupements.

4-1-3- Candidater avec un sous-traitant

En application des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, les candidats peuvent faire appel à la sous-traitance, qu'ils soient candidats uniques ou réunis au sein d'un groupement d'entreprise.

Si le candidat souhaite que les capacités du ou des sous-traitants soient prises en compte lors de l'évaluation de sa candidature, le candidat présentera un dossier pour chaque sous-traitant. A défaut, leurs capacités ne seront pas prises en compte.

4-2- Conditions de participation

Lorsqu'un candidat entre dans un des cas d'exclusion mentionné au Chapitre I du titre IV du Code de la commande publique, ce dernier ne pourra pas être admis à candidater pour participer au système d'acquisition dynamique.

Dans le cadre de ce SAD, l'acheteur cible les vendeurs professionnels.

4-3- Langue de rédaction des candidatures

Les candidatures doivent être rédigées en langue française.

4-4- Justificatifs à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- une lettre de candidature conforme au modèle C1 joint à la présente consultation (1),
- une déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement conforme au modèle C2 joint et permettant d'apprécier :
 - * ses aptitudes à exercer l'activité professionnelle concernée par le SAD,
 - * ses capacités économiques et financières (chiffre d'affaires),
 - * ses capacités techniques et professionnelles (2),
- le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;
- Pour chaque catégorie faisant l'objet d'une candidature, fournir une liste des principales fournitures similaires ou équivalentes, en cours de réalisation ou réalisés au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- les capacités techniques ou professionnelles ;
- si le candidat est en redressement judiciaire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

En application de l'article R.2144-5 du Code de la commande publique, les justificatifs exigés pour l'accès à la commande publique seront demandés auprès des candidats susceptibles d'être sélectionnés en qualité de candidats retenus pour participer au SAD et seront obligatoirement fournis par le futur attributaire de chaque marché spécifique. La liste des documents à fournir est indiquée à l'article 8-5 du présent règlement de la consultation.

En cas de groupement, les pièces des co-traitants doivent être fournies par chaque membre du groupement.

En cas de sous-traitance, devra être remis également un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 incluant une attestation sur l'honneur au regard des interdictions de soumissionner) accompagnés de l'ensemble des pièces justifiant de ses capacités économiques, financières et de ses capacités professionnelles et techniques. **Toutefois, en application de l'article L.2193-1 du Code de la commande publique, seuls les services liés aux fournitures exécutés dans le cadre de ce SAD peuvent être sous-traités.**

Toutefois, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents ou renseignements listés ci-dessus s'il est possible pour le Département de les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou cet espace. L'accès à ceux-ci doit être gratuit.

En lieu et place des documents ou renseignements cités au (1) et (2), l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne (UE) 2016/7 du 5 janvier 2016. Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

Si vous candidatez sous la forme d'un groupement, chaque co-traitant doit présenter un DUME distinct.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit présenter un DUME distinct également.

4-5- Signature

Aucune signature n'est exigée au stade des candidatures.

4-6- Date limite de réception des candidatures

4-6-1- Le SAD comprend une période de candidature « initiale » en vue de la passation du premier marché spécifique. La date et l'heure limites de remise des candidatures « initiales » est fixée au **2 juillet 2024, au plus tard à 12h00m00s**.

Tout candidat déposant sa candidature après cette date limite ne pourra pas participer au premier marché spécifique.

Les candidatures arrivées hors délai de la période de candidatures « initiales » ne pourront pas participer au premier marché spécifique. Pour autant, la candidature sera évaluée et pourra faire l'objet d'une admission pour les futurs marchés spécifiques.

4-6-2- Les candidats pourront déposer, après cette date limite de réception des candidatures « initiales », des candidatures pendant toute la période de validité du SAD afin de participer aux prochains marchés spécifiques.

4-7- Conditions de remise des candidatures

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les candidats devront transmettre obligatoirement leur candidature par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation du Département de la Somme : <https://marchespublics596280.fr>.

L'enveloppe électronique contiendra les documents relatifs à la candidature du candidat listés à l'article 4-4 du présent règlement de la consultation.

Conformément aux articles L.2132-2, R.2132-2, R.2132-7 à R.2132-9 du Code de la commande publique, les candidats doivent télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique, et doivent déposer leur candidature par voie électronique (<https://marchespublics596280.fr>).

Conformément à l'article R.2162-48 du Code de la commande publique, les candidats ne supportent aucun frais autres que ceux liés à l'accès au réseau.

Ils doivent cependant disposer d'un navigateur Internet ayant une puissance de chiffrement 128 bits, et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus, pour accéder à un site de protocole https.

Constitution, remise et traitement des soumissions dématérialisées

Les candidats répondant à une consultation en ligne sont invités à consulter gratuitement la rubrique " Aide " de la plateforme de dématérialisation (<https://marchespublics596280.fr>).

Ils peuvent accéder dans cette rubrique : aux guides utilisateurs, à des informations sur l'assistance téléphonique et sur les outils informatiques.

Le format utilisé devra être un de ceux proposé par la plate-forme du site.

Les candidats constituent leur candidature sur la plate-forme. Un courriel est envoyé à chaque dépôt de document. Le candidat n'a pas d'opération de validation globale à effectuer.

Les candidatures qui ne sont pas adressées dans les formes prescrites par les documents de la consultation seront rejetées.

Les documents comportant des virus sont réputés n'avoir jamais été reçus, et le candidat en est informé. Le dossier du candidat ne doit pas dépasser la taille prévue sur la plate-forme.

Copie de sauvegarde

En application de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2023, le candidat a néanmoins la possibilité d'envoyer également une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. En ce qui concerne la remise des candidatures « initiales », la copie de sauvegarde doit parvenir à la date limite fixée à l'article 4-6-1 du présent règlement de la consultation.

La copie de sauvegarde contient tous les éléments listés à l'article 4-4 du présent règlement.

Elle doit être placée dans une enveloppe cachetée portant le nom et l'adresse du candidat et la mention suivante :

"Copie de sauvegarde" - « SAD - Candidature - Fourniture et livraison de véhicules, engins et matériels divers neufs pour le Département de la Somme – Catégorie(s) n° » - NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

Elle est remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction Finances et Commande Publique
Secrétariat – 1er étage
40 rue de la République
80000 AMIENS

aux heures d'ouverture des bureaux au public :

du lundi au vendredi : 9h-12h / 14h-17h

ou à l'adresse ci-dessous, par courrier, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de réception, et de garantir la confidentialité :

Département de la Somme
DFCP - Service des marchés
40 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1

La copie de sauvegarde qui parviendrait après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne permettra pas de participer au premier marché spécifique.

4-8- Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'envoyer, au plus tard 8 jours avant la date de remise des candidatures « initiales », des modifications de détail au dossier de consultation.

De plus, l'acheteur se réserve également la possibilité d'envoyer des modifications de détail pouvant intervenir à tout moment au cours de la période de validité du SAD.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 5 – Analyse et admission des candidatures

5-1- Analyse des candidatures

En application de l'article R.2162-44 du Code de la commande publique, l'acheteur procède à l'évaluation des candidatures dans un délai de 10 jours ouvrables après leur réception. Ce délai peut être porté à 15 jours ouvrables lorsque cela est justifié, notamment parce qu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier d'une autre manière si les critères de sélection sont remplis.

Le jugement des candidatures sera effectué au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Moyens techniques et humains ;
2. Capacités professionnelles ;
3. Capacités financières.

5-2- Régularisation des candidatures

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

5-3- Admission des candidats

Conformément à l'article R.2162-46 du Code de la commande publique, les candidats qui satisfont aux critères de sélection sont admis dans le système d'acquisition dynamique, par catégorie pour laquelle ils ont candidaté. Leur nombre n'est pas limité.

Un candidat peut être retenu sur une partie ou toutes les catégories sur lesquelles il s'est positionné.

L'acheteur informe les candidats dans les plus brefs délais. Cette information intervient par le biais du profil acheteur. Les candidats non-admis dans le système d'acquisition dynamique sont informés, dans les mêmes conditions, de la décision de rejet de leur candidature par l'acheteur.

5-4- Mise à jour de la situation des candidats

Conformément à l'article R.2162-47 du Code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

De plus, les candidats admis dans le cadre du SAD doivent informer l'acheteur de toute modification les affectants (situation juridique, changement d'adresse, interlocuteur(s), ...).

5-5- Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, dans un cas d'exclusion mentionné au Chapitre I du titre IV dudit Code, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

Dans l'hypothèse où, lors d'une demande d'actualisation du dossier de candidature par l'acheteur, l'opérateur économique ne remplit plus les conditions prévues au présent règlement de la consultation, il est exclu du SAD pour la ou les catégories concernées.

Article 6 - Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude pour candidater.

Cependant, dans le cadre de la remise des candidatures « initiales » définies à l'article 4-6-1 du présent règlement de la consultation, ils devront faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures « initiales » aux adresses ci-dessous. Aucune réponse ne sera apportée au-delà de ce délai.

Au-delà de la date limite de remise des candidatures initiales, les candidats pourront poser des questions pendant toute la période de validité du SAD.

1) Renseignements administratifs

Département de la Somme – Direction des Finances et de la Commande Publique
40 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1
Adresse Internet : <https://marchespublics596280.fr>
Lien questions et réponses

2) Renseignements techniques

Adresse internet : <https://marchespublics596280.fr> - Cliquer sur le bouton "Poser une question" sur la page de l'affaire concernée.

3) Renseignements motifs des rejets

Département de la Somme – Direction des Finances et de la Commande Publique
40 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1
Courriel : rejets.motives@somme.fr

4) Voies et délais de recours

- Coordonnées du Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier 80011 AMIENS
Tél. 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 33 61 71
courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

- Coordonnées du service pour obtenir des renseignements sur les recours :
Département de la Somme
Direction des Finances et de la Commande Publique
43 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1
Tél : 03 22 71 80 74
courriel : acourtial@somme.fr

Article 7 – Prendre connaissance du dossier de consultation

7-1-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Par application de l'article R.2162-49 du Code de la commande publique, lorsqu'un besoin est identifié par l'acheteur, ce dernier invite tous les candidats admis dans le SAD à présenter une offre pour la catégorie correspondant au marché spécifique concerné. Cette invitation s'effectuera par le biais du profil acheteur.

Il est vivement conseillé aux candidats de s'enregistrer sur la plateforme de dématérialisation en indiquant une adresse courriel électronique permettant d'établir de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

7-2-Contenu de l'invitation à soumissionner

L'invitation à soumissionner comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC) propre au marché spécifique,
- l'acte d'engagement (AE) propre au marché spécifique,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) joint à la présente consultation,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre au marché spécifique,
- le cadre de réponses techniques (CRT) propre au marché spécifique,
- le formulaire DC4.

7-3-Communication et échanges d'informations par voie électronique

En application de l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, les communications et échanges s'effectueront, pour toute la période de validité du SAD, par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Article 8 – Élaborer et déposer son offre

8-1-Contenu de l'offre

Les candidats devront impérativement produire les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE) complété entièrement et sans modification**, valant acceptation de l'ensemble des pièces contractuelles, administratives, techniques et financières ;
- **Le cadre de réponses techniques complété par le candidat** et permettant d'apprécier les caractéristiques techniques des véhicules, engins et matériels ;
- **L'ensemble de la documentation** demandée dans le cadre du marché spécifique (visuels de la fourniture, plans, notice d'utilisation, fiches techniques, ...) ;
- **Une décomposition du prix global et forfaitaire** établie par le candidat.

8-2-Variantes

La présentation de variantes pourra être autorisée dans le cadre de chaque marché spécifique.

A cet effet, l'acheteur ouvrira expressément cette possibilité dans les documents de la consultation de chaque marché spécifique concerné.

A défaut de précision dans le dossier de consultation de chaque marché spécifique, les variantes sont interdites pour le marché spécifique concerné.

8-3- Participation et maintien de l'offre

Les opérateurs économiques admis dans le cadre du SAD n'ont pas l'obligation de répondre à toutes les invitations à soumissionner des catégories qui les concernent, notamment dans l'hypothèse dans laquelle ils ne sont pas en capacité de fournir les véhicules, engins ou matériels neufs demandés au moment de l'invitation à soumissionner.

Les opérateurs économiques remettant une offre devront être en capacité de maintenir cette dernière pendant un délai de validité qui sera indiqué par l'acheteur dans l'invitation à soumissionner de chaque marché spécifique.

8-4- Langue de rédaction des offres

Les offres doivent être rédigées en langue française.

8-5- Unité monétaire

L'acheteur conclura les marchés spécifiques dans l'unité monétaire suivante : l'Euro.

8-6- Conditions de remise des offres

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les candidats devront transmettre obligatoirement leurs offres par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation du Département de la Somme : <https://marchespublics596280.fr>.

La date et l'heure limites de remise des offres de chaque marché spécifique seront précisées dans chaque invitation à soumissionner à ces derniers.

Conformément aux articles L.2132-2, R.2132-2, R.2132-7 à R.2132-9 du Code de la commande publique, les candidats doivent télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique, et doivent déposer leur offre par voie électronique (<https://marchespublics596280.fr>).

Les candidats ne supportent aucun frais autres que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention éventuelle de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur Internet ayant une puissance de chiffrement 128 bits, et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus, pour accéder à un site de protocole https.

Constitution, remise et traitement des soumissions dématérialisées

Les candidats répondant à une consultation en ligne sont invités à consulter gratuitement la rubrique " Aide " de la plateforme de dématérialisation (<https://marchespublics596280.fr>).

Ils peuvent accéder dans cette rubrique : aux guides utilisateurs, à des informations sur l'assistance téléphonique et sur les outils informatiques.

Le format utilisé devra être un de ceux proposé par la plate-forme du site.

Les candidats constituent leur offre sur la plate-forme. Un courriel est envoyé à chaque dépôt de document. Le candidat n'a pas d'opération de validation globale à effectuer. La soumission contenant l'offre est validée automatiquement par la plate-forme à la date et à l'heure limites de réception des offres fixées dans l'invitation à soumissionner au marché spécifique.

Les offres au marché spécifique arrivées hors délai ne pourront pas être examinées et seront rejetées, au même titre que les offres qui ne seraient pas adressées dans les formes prescrites par les documents de la consultation.

Les documents comportant des virus sont réputés n'avoir jamais été reçus, et le candidat en est informé. Le dossier du candidat ne doit pas dépasser la taille prévue sur la plate-forme.

Conformément à l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Copie de sauvegarde

En application de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2023, le candidat a néanmoins la possibilité d'envoyer également une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier, sous réserve qu'elle parvienne à l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des offres au marché spécifique.

La copie de sauvegarde contient tous les éléments listés à l'article 8-1 du présent règlement de la consultation.

Elle doit être placée dans une enveloppe cachetée portant le nom et l'adresse du candidat et la mention suivante :

"Copie de sauvegarde" - « SAD - Fourniture et livraison de véhicules, engins et matériels divers neufs pour le Département de la Somme – Catégorie n° – Marché spécifique n° .. » - NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

Elle est remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction Finances et Commande Publique
Secrétariat – 1er étage
40 rue de la République
80000 AMIENS

aux heures d'ouverture des bureaux au public :

du lundi au vendredi : 9h-12h / 14h-17h

ou à l'adresse ci-dessous, par courrier, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de réception, et de garantir la confidentialité :

Département de la Somme
DFCP - Service des marchés
40 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1

La copie de sauvegarde qui parviendrait après la date et l'heure limites fixées dans l'invitation à soumissionner au marché spécifique concerné ne sera pas ouverte.

8-7-Délai de remise des offres

Conformément à l'article R.2162-50 du Code de la commande publique, le délai de remise des offres ne pourra être inférieur à 10 jours à compter de l'envoi de l'invitation à soumissionner. Ce délai sera fixé dans l'invitation à soumissionner de chaque marché spécifique.

Les offres transmises après ce délai ne seront pas ouvertes.

8-8- Signature

Il n'est pas exigé de signature à la remise des offres.

Article 9 – Analyse des offres et attribution du marché spécifique

9-1-Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-7 et R.2152-11 du Code de la commande publique.

Afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, le jugement des offres lors des marchés spécifiques sera effectué à partir des critères suivants qui seront précisés dans chaque marché spécifique :

1. **Prix** (45 à 75%) ;
2. **Caractéristiques techniques des fournitures** (10 à 40%) appréciées au regard du cadre de réponses techniques propre à chaque marché spécifique ;
3. **Garantie** (5 à 20%) appréciée au regard du délai de garantie indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement propre à chaque marché spécifique.

9-2-Négociation et précisions sur la teneur de l'offre

En application de l'article R.2161-11 du Code de la commande publique, l'acheteur ne peut négocier avec les soumissionnaires. Il lui est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

9-3-Régularisation des offres

En application de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, le Département pourra autoriser la régularisation des offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Toutefois, cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

9-4-Offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5 à L.2152-6 et R.2152-5 et R.2152-6 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

9-5- Attribution du marché spécifique

Les documents à produire par le candidat retenu au stade de l'attribution du marché sont :

- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail ;
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- En cas d'emploi de salariés étrangers, les pièces prévues à l'article D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail, établie sur la base du registre unique du personnel, et indiquant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- En cas de recours à des salariés détachés, les pièces prévues à l'article L.1262-2-1 du Code du travail, à savoir une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ainsi que la copie du document désignant le représentant de l'entreprise sur le territoire national.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation pour les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Il n'est pas exigé de signature électronique à la remise des offres.

Seul le candidat retenu sera tenu de signer le marché. Aussi, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le marché rematérialisé au format papier.

Toutefois, si le candidat utilise la signature électronique, il est conseillé d'utiliser la signature électronique sous format PAdES.

Article 10 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres aux adresses ci-dessous. Aucune réponse ne sera apportée au-delà de ce délai.

1) Renseignements administratifs

Département de la Somme – Direction des Finances et de la Commande Publique
40 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1
Adresse Internet : <https://marchespublics596280.fr>
Lien questions et réponses

2) Renseignements techniques

Adresse internet : <https://marchespublics596280.fr> - Cliquer sur le bouton "Poser une question" sur la page de l'affaire concernée.

3) Renseignements motifs des rejets

Département de la Somme – Direction des Finances et de la Commande Publique
40 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1
Courriel : rejets.motives@somme.fr

4) Voies et délais de recours

- Coordonnées du Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier 80011 AMIENS
Tél. 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 33 61 71
courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

- Coordonnées du service pour obtenir des renseignements sur les recours :
Département de la Somme
Direction des Finances et de la Commande Publique
43 rue de la République
CS 32615
80026 Amiens Cedex 1
Tél : 03 22 71 80 74
courriel : acourtial@somme.fr